



AGIR ENSEMBLE POUR IMPOSER UNE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL !

A l'issue des élections régionales et cantonales, des élections professionnelles à la SNCF et au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, plusieurs constats s'imposent.

Tout d'abord, les citoyens ont, de manière massive et inédite, délivré un message de portée nationale afin de contester la politique libérale et de casse sociale mise en œuvre par le Gouvernement et le Medef.

Par ailleurs, les résultats enregistrés par la CGT lors des élections professionnelles confirment :

- ▶ D'une part, les exigences exprimées par les salariés en termes de réformes et de transformations sociales.
- ▶ D'autre part, qu'ils voient dans la CGT, une organisation syndicale en capacité de traduire sur le plan revendicatif les contenus de nouvelles grandes conquêtes sociales et les moyens de gagner ces dernières dans et par l'action.

Au Minefi, les élections professionnelles se sont traduites par une progression forte et historique de la CGT puisque, pour la première fois depuis 1948, elle constitue la première organisation syndicale du Ministère.

Réunie les 1^{er} et 2 avril 2004, la commission exécutive de la Fédération des Finances CGT réaffirme sa volonté de construire avec l'ensemble des salariés du Ministère et dans l'unité la plus large possible, les contenus revendicatifs contribuant à des politiques alternatives aux Finances comme dans le pays.

Elle propose, sans attendre, aux autres fédérations syndicales une rencontre unitaire pour débattre de ces enjeux et des modalités de construction de l'indispensable action des personnels pour imposer d'autres choix.

De manière immédiate, il s'agit d'obtenir :

- ☞ L'arrêt des privatisations et des externalisations des missions publiques (contrôle des véhicules industriels effectués par les Drire, garantie et poinçonnage des métaux précieux à la DGDDI...).
- ☞ Un moratoire sur les restructurations en cours générant un affaissement inacceptable du service public de proximité (suppression des antennes et des secteurs à la DGCCRF, des postes comptables à la DGCP, restructuration du réseau de la surveillance à la DGDDI...).
- ☞ L'arrêt de la politique de suppression pluriannuelle de plusieurs milliers d'emplois avec notamment le non-remplacement d'un départ sur deux des personnels partant à la retraite.
- ☞ Le rétablissement des droits et des garanties collectives des personnels et notamment du droit de grève à la DGDDI.

La Fédération des Finances CGT met en débat la perspective d'une première journée nationale d'action pour exiger des nouveaux ministres l'ouverture de négociations sur les exigences revendicatives exprimées depuis des mois par les personnels :

- ☞ Réaffirmation et redéfinition, dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Organique relative aux Lois de Finances, des politiques publiques dévolues au Minefi au service de la cohésion, de la justice sociale et de l'efficacité économique.
- ☞ Une autre politique de l'emploi avec notamment un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- ☞ Une politique ambitieuse et volontariste de formation professionnelle.

- ☞ Le développement, sur l'ensemble du territoire national, d'implantations administratives garantissant aux populations un service public de proximité. La mise à l'étude de la création de Maisons et Hôtels des Finances permettant un fonctionnement décloisonné des différentes administrations.
- ☞ Une autre réforme de la notation garantissant de véritables droits collectifs aux personnels.
- ☞ Une transformation et un nouveau dimensionnement des structures de dialogue social pour en faire de véritables lieux de négociation sociale.

Dés à présent, la Fédération des Finances CGT et ses syndicats appellent les personnels à se réunir, partout, dans toutes les administrations, dans tous les services, pour définir ensemble les modalités des actions à mener pour faire aboutir leurs revendications.

Par l'action, nous pouvons imposer d'autres choix à l'image des premières ouvertures obtenues par les chercheurs, les chômeurs et les intermittents du spectacle.

Par l'action, nous pouvons gagner le maintien et le développement de nos services publics économiques, financiers, fiscaux et industriels.

Avec toute la CGT, contribuons à la construction de luttes convergentes de l'ensemble des salariés pour le plein emploi de toutes et tous, la revalorisation des rémunérations, la défense, le développement de la protection sociale et notamment de l'assurance maladie, des politiques publiques au service de l'intérêt général !

Déclaration de la Fédération des Finances CGT

Montreuil, le 7 avril 2004.